

E 2300 Tokio/12

*Le Ministre de Suisse à Tokyo, C. Gorgé,
à la Division des Intérêts étrangers du Département politique*¹

Copie de réception

T CONFIDENTIEL

Tokyo, 11 juin 1943, 19 h. 30

(Reçu: 15 juin 1943, 8 h. 00)

Pour Politique. Hommes d'Etat japonais ne cachent plus que situation² devient très sérieuse et prévinrent le peuple que ses privations déjà très lourdes allaient augmenter. Ravitaillement devient toujours plus difficile et les Japonais haut placés m'avouent qu'ils ont peine à subsister. Japon cache autant que possible ses difficultés et revers, mais on en voit partout les conséquences. Effort de guerre s'intensifie dans un peuple fatigué. Les métaux de toutes sortes sont enlevés chez les particuliers et jusque chez les oculistes qui doivent livrer

1. *Ce télégramme chiffré est transmis à la Division des Affaires étrangères du Département politique, puis lu par Pilet-Golaz au Conseil fédéral lors de sa séance du 18 juin 1943.*

2. *Sur la situation au Japon en juin 1943, cf. le rapport politique publié en annexe au présent document.*



les montures de lunettes. Les statues célèbres, généralement propriété de l'Etat, sont descendues de leur piédestal pour partir vers les hauts fournaux. Peuple déjà si pauvre, pressuré pour achats bons d'Etat. Atmosphère très lourde et nervosité croissante se manifeste, de l'aveu même de Gaimusho³, dans les bureaux, surtout au Ministère de l'Intérieur qui a des regards partout. Mesures prises m'empêchent comme autres Ministres de me rendre à Yokohama. Suis ainsi coupé de colonie. Censure viole continuellement le courrier. Dernier cas de courrier ouvert, lettre de OSEC, Lausanne⁴, contenant rapport économique. Violer droit international semble un mérite puisque fait par patriotisme. Gaimusho à qui je fis réclamation nécessaire est impuissant et se borne à dire souvent qu'il ne comprend pas les mesures prises. Doyen du Corps diplomatique⁵ taxe ces mesures de brimades mais comme français, il est lié à l'Axe et se trouve dans situation difficile pour intervenir. Défauts congénitaux du Japonais dont principal fut toujours esprit mesquin, se développent à mesure que crise s'accroît. Le fait de représenter Américains et Britanniques⁶ dans pays souffrant et exalté ne facilite pas ma tâche et les cinquante personnes que j'occupe à cet effet nous valent méfiance d'une police se méfiant à l'extrême et sans scrupules. Je ne crois pas qu'il existe un seul pays où le travail diplomatique soit plus ardu, ceci malgré les déclarations du Gaimusho selon lesquelles les brimades envers le Corps diplomatique sont partout les mêmes. Je lui citai le cas Sakamoto qui voyage librement chez nous et se fait même montrer des usines⁷ ce qui, pour les Japonais, est effectivement un comble.

3. *Ministère japonais des Affaires étrangères.*

4. *Lettre, non retrouvée, du siège de Lausanne de la Direction de l'Office suisse d'expansion commerciale.*

5. *Ch. Arsène-Henry est Ambassadeur de France au Japon depuis le 12 mars 1937.*

6. *La Suisse défend les intérêts des Etats-Unis d'Amérique au Japon depuis le 17 décembre 1941 (Cf. E 2001 (D) 3/99) et ceux de l'Empire britannique depuis le 13 mai 1942 (Cf. Liste des Etats représentés par la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale, 1939-1945, E 2001 (D) 3/97).*

7. *A ce sujet, cf. la notice du 9 mars 1943 de Pilet-Golaz sur son entretien avec le Ministre du Japon à Berne.*

Le 8 mars 1943, à 15 h. 30, M. Sakamoto, Ministre du Japon, vient me voir.

Notre entretien dure 50 minutes. Il porte sur trois objets [*cf. aussi, ci-dessus, N° 320*].

Le deuxième concerne les commandes japonaises en Suisse. Il s'agit essentiellement de fabrications industrielles. Il y en aurait encore en suspens pour 20 à 30 millions. Mais la Division du commerce aurait laissé entendre que sans compensation en nature nous ne pouvions continuer. Or les compensations en nature depuis le Japon paraissent exclues. A ce propos, M. Sakamoto m'indique comment les marchandises suisses ont passé jusqu'à maintenant au Japon.

Le Gouvernement japonais est très désireux de savoir sans tarder si cette attitude est une attitude définitive du Gouvernement suisse. La chose presse. Elle devrait être éclaircie jusqu'à la fin du mois au plus tard. Car l'exécution même des commandes prendra du temps.

Je lui réponds que je m'informerai. Je lui conseille de prendre contact avec M. Kohli, de ma Division des Affaires étrangères, qui est l'agent de liaison avec le Département de l'Economie publique. Je lui promets que je demanderai moi-même à M. Kohli ce qu'il en pense. J'ajoute que je ne sais pas si la compensation exigée doit être nécessairement une compensation japonaise, directe.

Quoi qu'il en soit, je note le point pour le faire examiner (E 2809/1/3).

11 JUIN 1943

1183

ANNEXE

E 2300 Tokio/12

Le Ministre de Suisse à Tokyo, C. Gorgé, au Département politique

RP

Situation générale

Tokyo, 30 juin 1943

L'absence de communications sûres entre le Japon et la Suisse m'a empêché, depuis l'ouverture des hostilités sur le Pacifique, de vous adresser, comme naguère⁸, des rapports suivis sur le développement de la situation au Japon. Force m'a été de me limiter à vous envoyer, de temps à autre, de brèves dépêches télégraphiques qui ne pouvaient vous donner qu'une idée toute générale des conditions japonaises. Encore, avec la faculté de vous câbler, ai-je toujours balancé entre le désir de vous communiquer telle information intéressante et le souci tout autant légitime de ne pas multiplier sans raisons majeures nos frais de télégrammes. Bien souvent, cette dernière considération a eu le dessus et j'ai gardé contre mon gré des renseignements qui, en des conditions moins anormales, auraient tout naturellement pris le chemin de Berne. Cet état de choses m'a, je dois dire, considérablement gêné, me laissant parfois le sentiment que j'avais peut-être exagéré mon souci d'économies, même à une heure où nos Autorités font l'impossible pour réduire le fardeau croissant des dépenses résultant à la fois de notre neutralité armée et de nos difficultés de ravitaillement,

Il est vrai que, sous le régime actuel, les informations sensationnelles ou de source confidentielle sont de plus en plus rares. Patriotes comme ils sont, les Japonais, déjà peu expansifs en temps ordinaires, ont maintenant bouche cousue et, sauf quelques exceptions, ils vous apparaissent comme gens qui n'ont plus d'opinion ou n'ont pas le droit d'en avoir. Et ce droit, s'ils l'avaient, qu'en feraient-ils? Il serait incompatible avec le loyalisme à toute épreuve du Japonais envers son souverain. Or la guerre est devenue la cause de l'Empereur, et les journaux ne manquent pas de le rappeler à leurs millions de lecteurs en reproduisant, le 8 de chaque mois, le rescrit impérial, du 8 décembre 1941, portant déclaration de guerre aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Empire britannique. Il ne s'agit plus pour le Japonais d'examiner si l'on a commis certaines erreurs politiques ou si l'on en commet encore. Le Japon est entré dans une voie d'où il ne pourrait plus reculer. Il a brûlé ses vaisseaux. L'Empereur se bat pour la grandeur du pays; il n'a plus qu'à vaincre et, pour vaincre, il importe que ses sujets dressent un front aussi compact que possible contre l'ennemi national, l'Anglo-saxon. Right or wrong, my country! L'Empereur est d'ailleurs infailible. Il n'a pu sanctionner que ce qui était inéluctable; il n'y a plus qu'à obéir. Au-dedans comme au-dehors, le pays doit s'imposer comme un bloc de granit. Il doit apparaître sans lézardes ni fissures. C'est l'idée fondamentale qui revient comme un leitmotiv dans tous les discours officiels.

Qu'entre Japonais, on se permette quelquefois de discuter à voix basse, d'avoir un avis, le fait n'est pas douteux. Après tout, si l'Empereur ne peut se tromper, il n'est pas moins servi par des hommes qui ont leurs insuffisances et leurs faiblesses. Que les messages gouvernementaux ne soient pas toujours accueillis comme évangile et que, sans aller tant s'en faut jusqu'à articuler des critiques qui finiraient par s'agglomérer en opposition, certains groupes de personnages dans les coulisses n'applaudissent pas bruyamment à tout ce qui sort des officines ministérielles, il est permis de l'affirmer. Preuve en seraient déjà les bruits qui, de temps à autre, courent avec persistance que la position du Premier serait devenue quelque peu précaire. Il n'est pas de fumée sans feu. Mais des bruits ne sont pas tant s'en faut des faits et tant que le Général Tojo jouira de la confiance des militaires, il n'est personne qui songera sérieusement à provoquer sa chute. D'ailleurs, on ne voit pas ce que le Japon gagnerait au changement. Il entend mener la guerre avec la dernière des énergies et le maximum de ses ressources. Question de vie ou de mort, déclare-t-on à l'envi dans tous les milieux gouvernementaux. Or il faut rendre cette justice au Général Tojo qu'il ne recule pas devant les responsabilités. On le dit «populaire» au bon sens du terme, mais la vérité oblige de dire qu'il

8. Cf. N° 84.

ne fait pas beaucoup pour affermir ou étendre sa popularité. Il va droit son chemin et prend toutes les mesures, populaires ou non, qu'il juge indispensables pour réaliser dans toute son ampleur ce qu'on appelle un peu abstraitement «l'unité de structure nationale». Tous les intérêts, quels qu'ils soient, doivent être sacrifiés à celui de l'Etat. C'est le critère unique dont on s'inspire, et le Général Tojo l'applique impitoyablement, même, pense-t-on, aux dépens de ses sympathies personnelles. C'est ainsi qu'il a remanié à diverses reprises son cabinet et s'est débarrassé d'hommes qui passaient pour lui être dévoués en faveur de successeurs capables, selon lui, de rendre de plus grands services. On ne s'explique pas autrement le débarquement des deux prédécesseurs de l'actuel Ministre des Affaires étrangères. Mais on y met des formes et, lors de l'entrevue que j'eus avec le Général, son premier soin fut de me déclarer que M. Togo s'était retiré volontairement et qu'il avait dû se résigner à son remplacement. Pour M. Tani, on lui fit la mort douce, puisqu'elle fut suivie, peu de temps après, d'une résurrection à Nankin.

Non moins énergique est l'action du Premier pour accroître par tous les moyens la puissance industrielle du Japon en guerre. Il a fait voter, en mars dernier, d'importantes mesures par la Diète pour intensifier l'unification des moyens de production en éliminant, en particulier, les exploitations à rendement insuffisant. Lorsqu'on est aux prises avec les Etats-Unis dans un duel à mort, il ne faut pas craindre d'«américaniser». A cette préoccupation, le Premier obéit avec une foi fanatique. C'est ainsi que pour accélérer la mobilisation industrielle trop lente et encore trop timide à son gré, il a fait voter tambour battant à une Diète extraordinaire réunie en juin, outre un crédit extraordinaire de 620 millions sur le budget courant, un crédit de cinq milliards destiné à exproprier les petites usines, les petits métiers et les petits commerces au profit de la grande industrie. Il s'agit de pousser jusqu'à ses dernières conséquences le principe de la concentration des forces sous le contrôle de l'Etat. On étatisé ainsi à outrance. On fait du collectivisme en grand dans un pays qui n'a pas de socialistes. C'est l'anéantissement de l'individu dans l'Etat-mastodonte. Telle est l'envergure de l'Etat entrepreneur et producteur que les fameux consortiums Mitsui et Mitsubishi vont prendre à ses côtés figure de comparses. Ils ne peuvent d'ailleurs plus rien sans lui. Ils opèrent déjà sous lui, avec lui, pour lui. Comme il détient tous les leviers, c'est lui, en définitive, qui exploite, qui produit, qui transporte, qui fournit, qui consomme et qui paye.

Tout pour la guerre, rien que pour la guerre, tel est le mot d'ordre du gouvernement. Et, comme on est décidé à l'appliquer inflexiblement, s'inspirant sans doute de l'exemple donné par le Reich après Stalingrad, il aura des répercussions incalculables sur le pays. La propriété privée et la liberté individuelle sont atteintes à leur base. L'Etat dispose des hommes et des choses comme il lui plaît. On recourra bien encore au système des volontaires pour la main-d'œuvre des grandes usines, mais, s'il se révèle insuffisant, le garçon coiffeur, le cordonnier ou le menuisier seront mis de force au laminoir ou au tour-révoluer. La nation entière est mobilisée pour des fins exclusives de guerre. Des centaines de professions seront comme tarées; elles passeront pour être parasites. Elles se réhabiliteront à l'usine ou à la mine. Condamné aussi est cet artisanat qui comptait de véritables dynasties et avait fait connaître dans le monde les ressources raffinées d'un art populaire dont le Japon tirait fierté. Finis les beaux paravents, les élégants éventails, les fins cloisonnés, les précieux laques, les superbes ivoires et les gammes châtoyantes des brocards. L'artiste deviendra un ouvrier comme les autres. De grandes valeurs artistiques seront perdues. On y gagnera quelques milliers d'obus. «Une vraie révolution», me confiait un diplomate japonais en hochant la tête; «il nous faudra, après la guerre, dix ans pour refaire ce qui aura été défait.» Dix ans, à mon avis, c'est bien peu. Quand un pays est lancé avec une telle violence dans une telle direction, il y a de sérieux risques pour qu'il ne retrouve plus certains chemins. Un pays n'est pas un wagon qu'on promène comme on veut sur des voies de garage. Une fois parti, on ne sait où on le retrouvera.

Ce bouleversement économique et même social du Japon s'accomplit toutefois sous nos yeux sans heurts ni bruit. Il se fait comme s'il ne se passait rien. C'est du moins l'impression que vous donne la grande presse. Elle n'ose sans doute pas commenter, mais elle ne vous laisserait pas même soupçonner entre les lignes qu'elle comprend la tragique grandeur de ce pays qui se saigne aux quatre veines pour trouver des moyens d'action à la mesure de son rêve. Une évolution de cette ampleur ne lui a guère coûté plus de colonne que la réforme de la municipalité de Tokio. On pourrait même dire: moins. Il est vrai que les textes législatifs sont brefs, abstraits, réticents, lacunaires

à dessein. Ils posent des lignes sans vrai dessin. Le législateur n'aide guère le publiciste. C'est à coup d'ordonnances impériales que l'édifice prendra forme. Et encore! Bien des décisions, et peut-être les principales, ne seront même pas publiées. En tout et partout, on affectionne le secret. L'ennemi est aux écoutes. Il faut agir et se taire. Et puis, il ne faut pas non plus alarmer inutilement le public. L'Etat se transforme à l'insu, sans doute, de millions de bons citoyens peu idoines au déchiffrement de grimoires juridiques.

Fait important à noter, le Général Tojo, qui n'entend pas faire les choses à demi et qui n'a surtout aucune propension à se fier à l'initiative des pusillanimes, s'est fait octroyer par la Diète des pouvoirs spéciaux qui lui confèrent le droit de donner des ordres directs aux autres Ministères. C'est là une innovation hardie dans le système constitutionnel japonais. Le Premier n'est plus un «primus inter pares»; il devient un chef. Tout Ministre, qui n'avait jusqu'ici de comptes à rendre qu'à l'Empereur, deviendra responsable de ses actes envers le président du Conseil. Il s'agit d'une réforme assez profonde dans les mœurs politiques japonaises. Ce qu'elle avait de révolutionnaire n'avait pas échappé au Général Tojo et il s'est longuement expliqué devant la Diète sur les raisons de ce changement. Il s'est défendu d'être un Hitler et un Mussolini. «Je ne suis pas, a-t-il dit en substance, un dictateur; je suis, comme vous tous, un humble et fidèle serviteur de Sa Majesté l'Empereur. Mais, tant que le Chef de l'Etat daigne me laisser à la tête du Gouvernement, j'ai d'immenses responsabilités; nous devons gagner la guerre, et j'ai besoin de pouvoirs dont je me serais bien passé en temps ordinaires.»

Avec l'armée derrière lui, le gouvernement Tojo est maître du pays. Mais il n'affirmera pas son omnipotence à l'instar des régimes dictatoriaux d'Europe. Il met une certaine coquetterie à se poser en gouvernement qui gouverne d'accord avec les masses. Il a, malgré tout, des scrupules démocratiques. Il hait le mot, mais respecte la chose, du moins en apparence. Rien n'eût été plus facile pour lui que de mettre le Parlement en vacances. De hardis novateurs y avaient songé; lui pas. Il tient à garder ce dernier vestige de représentation populaire. Il aime à faire couvrir les décisions qui affectent la vie même du peuple par la sanction des élus du suffrage universel. Il y trouve son intérêt. Il n'entend pas être seul à porter son fardeau.

Du reste, la mise en veilleuse de la Diète eût soulevé de sérieuses objections. Cela reviendrait ou à violer ou à modifier par désuétude la Constitution. Or, les Japonais répugneraient à mettre la main sur l'œuvre du Prince Ito, qui est quand même un des fondements de la restauration du Meiji, dont le Japon vit toujours. Et remettre le Parlement en question serait fatalement agiter aussi bien d'autres problèmes. *Quieta non movere*. On ne change pas de cheval au milieu du gué. En ces temps de guerre, on a d'autres soucis.

Enorme est toutefois la distance entre la Diète turbulente d'hier et le Parlement docile d'aujourd'hui. Chambre des pairs et chambre des députés, qui, depuis quelques années s'étaient aliénées les sympathies populaires par l'excès même des querelles misérables et des intrigues personnelles dont elles étaient trop fréquemment le théâtre, ont compris qu'à moins de changer radicalement de physionomie et de méthode, elles courraient infailliblement à leur perte. Un régime de libre discussion n'est d'ailleurs plus possible dans un Etat devenu par la force des choses totalitaire. Il fallut se mettre au diapason. «Umlernen», comme on dirait en allemand. Pour M. Kuroda, professeur de droit à l'Université de Kyoto, «le libéralisme politique a été définitivement liquidé» et le Parlement n'est plus qu'un rouage de la machine gouvernementale. Un parlement du gouvernement. Selon nos conceptions, le monde renversé.

De fait, la Diète n'est plus qu'un instrument servile entre les mains du Gouvernement. Elle approuve automatiquement tout ce qu'il «propose», mais, pour sauver les apparences par égard pour la Constitution de Meiji, elle examine encore en commissions les projets de loi gouvernementaux, elle pose des questions et on lui répond. Ces questions sont même nécessaires, car elles permettent au Gouvernement d'expliquer clairement ce qu'il veut. Si personne n'est dupe, le jeu est assez dignement joué. Ce n'est plus qu'un simulacre de pouvoir législatif, mais lui seul rend possible le maintien de ce système représentatif, vestige de temps périmés et de conceptions dont le Japon en mal d'occidentalisme s'était hâtivement emparé en même temps que de la forme de nos locomotives et de nos chapeaux.

Emasculé comme il est, le Parlement ne s'efforce pas moins avec un zèle inlassable de justifier

sa raison d'être. Il est devenu le premier avocat du Gouvernement. Il plaide, il prononce des discours à la louange de la politique japonaise et de ses dirigeants. Le Général Tojo ne pourrait pas rêver d'un meilleur soutien. Il fait l'effet d'un modéré au milieu de ces parlementaires exaltés dont le chauvinisme s'exhale en longues fusées verbales qui éclatent avec fracas dans les journaux. Pas de meilleur terrain pour cultiver la haine de l'Américain et de l'Anglais. Il est bon que ces représentants de la nation compensent l'affaïssement de leur influence par la dilatation de leurs poumons. C'est d'excellente propagande pour l'intérieur; on ne dira pas qu'elle vient, celle-là, du Gouvernement. Et dans cette ambiance enflammée par une sorte de course au patriotisme, les esprits qui passaient pour quelque peu pondérés tombent sans le voir dans les pires excès. Témoin ce M. Nagai, ancien Ambassadeur du Japon, qui, l'autre jour, faisait fond en pleine Diète, sur une lettre de l'Amiral de la Flotte Yamamoto, récemment mort sur le front, pour affirmer que la paix ne serait conclue que lorsque le président Roosevelt aurait prêté serment d'allégeance à l'Empereur du Japon. Les Etats-Unis, colonie japonaise. Rien que ça. Vertige de puissance, eût dit Bainville.

On se demande ce que doit penser, à ouïr de tels propos, le paysan japonais courbé sur l'eau bourbeuse de ses rizières. Très probablement, il n'en demande pas tant. La guerre a été trop dure pour lui. N'empêche que ces coups de clairon partis du Parlement ont du bon. Ils martialisent l'atmosphère. Ils électrisent la jeunesse et lui donnent des âmes de héros. Le fait est qu'actuellement, les écoles sont plus des casernes que des établissements d'instruction. La préparation militaire y prend le premier rang. Partout retentissent les cris sauvages d'écoliers et d'étudiants qui s'exercent avec de grands bâtons – il faut économiser les vraies armes de guerre – au maniement du sabre et du fusil. Plus le spectacle est assourdissant, plus sont grands, nous dit-on, les progrès de l'entraînement. Mais si cette jeunesse hurlante et délirante peut constituer une réserve infiniment précieuse pour l'affermissement des conquêtes japonaises, elle n'est pas belle à voir. Elle est devenue brutale et hargneuse. Elle n'a plus le goût du raffiné. Lafcadio Hearn ne la reconnaîtrait plus. N'empêche que le directeur du «Tokio Mainichi» écrit sans sourciller dans une revue que le Japon est resté fidèle à la règle du silence. «Our silent way of doing things, écrit-il noir sur blanc, is also related to our trait of modesty of thought and expression.» C'est déformer la réalité, mais inconsciemment, car le Japonais – et ceci explique cela – croit toujours ce qu'il désire. On peut dire que le Japon est le pays du «wishful thinking». L'expression doit avoir été faite pour lui.

Tôt ou tard, il faudra quand même se rendre à l'évidence. Entre le Japon d'il y a vingt ans – j'en puis juger⁹ – et celui de nos jours, la différence est sensible et elle s'accroît toujours un peu plus. La longue guerre a marqué les esprits comme les mœurs. Et, en devenant «totale», elle n'a fait que précipiter la métamorphose. Du Japon souriant et libéral est sorti un Japon fougueusement iconoclaste. On ne fait pas du totalitarisme sans rien casser. Et on les voit par terre, les débris. Désormais, l'Etat est tout, l'individu, plus rien. L'Etat dispose de toutes les ressources de ses sujets, de leurs biens comme de leur travail. Même de leurs économies. Menacé d'une expropriation ruineuse qui ne le satisfaisait guère, un membre de la Chambre des pairs me disait, bougon: «Nous ne sommes pas en Russie!» S'il s'agissait d'établir ce qui reste de droits à l'individu contre les empiètements de l'Etat, l'écart ne serait probablement plus très considérable.

On peut dire que la main des pouvoirs publics s'étend sur tout et partout. L'initiative privée est de plus en plus paralysée. Plus rien ou peu s'en fait ne peut se faire sans permis. Contrôlées sont la plupart des transactions mobilières et immobilières. Un Japonais ne peut plus vendre sa maison ou un carré de jardin sans la fameuse permission. L'Etat veut tout voir, tout savoir, tout décider. Il veut surtout que votre argent ne travaille pas. Il doit rester où il est de manière que l'on puisse mettre plus facilement la main dessus. La tendance est à l'immobilité commerciale et on en vient effectivement à une paralysie voulue des affaires. Car il n'est plus qu'une affaire qui compte: la guerre.

Pour les fins de sa politique, l'Etat s'est donné non seulement les compétences et les agents dont il a besoin, mais encore les institutions que réclament les temps nouveaux. Ainsi, les impôts sont

9. De 1924 à 1927, ayant obtenu un congé du DPF, C. Gorgé avait été engagé comme Conseiller juridique auprès du Ministère japonais des Affaires étrangères, à Tokyo.

très lourds, surtout les impôts indirects, mais ils ne suffiraient pas pour couvrir tous les besoins. On ne recourt pas à l'emprunt. Pas la peine. On s'en tire avec la vente quasi forcée de bons nationaux. Cette vente atteint des chiffres vraiment astronomiques. Les acheteurs deviennent de véritables contribuables, car, directement ou indirectement, l'autorité indique à chacun, en se fondant sur ses ressources et ses possibilités, sa quote-part dans l'absorption mensuelle des bons. Il ne s'agit pas, en effet, d'une dépense occasionnelle, mais périodique, à laquelle il est pratiquement impossible de se dérober. Dans toute transaction financière, il y a d'ailleurs une part à payer en yen et l'autre à acquitter en bons. Ainsi, dans une vente immobilière, le vendeur reçoit le 20% en yen et le 80% en bons. Ces bons sont en principe négociables, mais, comme bien on le pense, ils ne sont revendus qu'à perte et encore avec une permission officielle. Afin d'assurer l'écoulement méthodique et progressif des bons dans les masses, l'Etat recourt à des organisations mi-officielles, mi-privées qu'on appelle les «tonarigumi» (associations de voisinage) et dont le champ d'activité s'étend non pas même au quartier d'une ville, mais à un certain nombre de maisons. Le fisc indique à chaque «tonarigumi» le montant qu'il doit drainer parmi ses membres. Au «tonarigumi» de se débrouiller. L'Etat se borne, lui, à encaisser les contributions dites «volontaires». Ces associations de voisins ont leur puissance; c'est elles qui détiennent, pourrait-on dire, les clés du ravitaillement individuel ou familial. Sans elles, ni riz, ni poisson, ni légumes. Tel qui ne verserait pas sa quote-part et qui obligerait par là les autres à payer d'autant connaîtrait immédiatement de sérieux embarras dans son approvisionnement. On pourrait même, paraît-il, lui couper l'électricité. De fil en aiguille, il serait mis au ban de la communauté.

Que ce système engendre ici et là pleurs et grincement de dents, il n'y a guère lieu d'en douter, mais il peut aussi réserver d'agréables surprises, car il arrive, dans ce bloc d'une douzaine de foyers, qu'un riche paye pour tout le groupe. Des sacrifices de ce genre seraient, il faut le dire, plutôt rares chez nous. Au Japon, on voit tout.

Grâce à ce réseau serré d'associations de voisinage, l'Etat parvient à couvrir une bonne partie de ses frais de guerre. Les chiffres sont éloquentes à souhait. Pendant les années 1941 et 1942, les bons émis et absorbés se sont élevés à 4 et à 15 milliards et demi. Encore l'année 1943 a-t-elle distancé nettement ses devancières avec le montant vertigineux de 23 milliards! Le 13 avril dernier, dans une séance du cabinet, le Ministre des finances, M. Kaya, annonçait que ce total avait déjà été absorbé à fin mars. «Le but de l'épargne nationale pour 1943» (ainsi s'exprime la prose officielle: «the national savings goal for 1943») était atteint. Car, pour le gouvernement, il ne s'agit pas de contributions, mais d'«épargnes». Techniquement, c'est exact. Le Japonais ne donne rien à l'Etat; il «épargne». Mais l'épargne est forcée et, pour le moment, elle n'est plus récupérable. On est donc en pleine fiction fiscale.

Avec ce système, le pressoir fiscal fonctionne, semble-t-il, à merveille. Mais il le doit aussi sans doute pour une bonne part au régime inquisitorial sous lequel vit le Japon. Grâce à son don d'ubiquité, le policier peut être d'un grand secours au receveur. Si loin va le contrôle étatique que les enquêtes à domicile sur vos besoins domestiques sont fréquentes, à telles enseignes que chacun ne se formalise plus quand le sbire met le nez dans vos affaires privées. L'habitude est une seconde nature. Il serait, à vrai dire, étonnant, dans un pays où l'Etat est la seule raison d'être de l'individu que le bon agent qui veille sur votre sécurité, si ce n'est sur votre bien-être, ne sût pas ce que vous gagnez, ce que vous pouvez manger et ce que, par conséquent, vous devez «économiser». Si vous ne vous exécutez pas, vous indisposerez votre protecteur. Ce serait folie. Le protecteur effraye. Certes, le contrôle policier ne fonctionne pas de la même manière à travers toutes les couches sociales. Il est prudent qu'il s'arrête à la limite où apparaissent des personnages plus ou moins puissants. L'inquisition, c'est pour les masses, pour ceux qui n'ont rien ou presque rien. Le Japon a toujours eu un faible pour les possédants. Il les ménage. Il est possible qu'avec les croissantes nécessités de la guerre, cela changera. Pour en rester à l'immense armée des humbles, il est communément admis qu'un fidèle sujet de l'Empire ne doit pas consacrer plus que le 30% de son revenu à son entretien et à celui de sa famille, le solde étant réservé au paiement des impôts, taxes et bons. Le chiffre a de quoi faire frémir pour qui sait calculer ce qu'il représente de renoncements et de privations. Si je ne le tenais pas de la bouche même d'un Japonais, j'hésiterais à l'écrire. Mais il faut bien que ces 23 milliards de bons viennent de quelque part...

Ce qu'on peut dire, en tout cas, c'est que pareil système n'est guère concevable que dans un pays comme le Japon où la frugalité paraît toujours avoir atteint ses dernières limites et où elle fournit encore et toujours des reliquats disponibles. Fiscalement, le Japonais est malléable à merci. Dans un récent discours, M. Grew, ancien Ambassadeur des Etats-Unis à Tokio, déclarait que le Nippon savait comme pas un faire de nouveaux trous à sa ceinture. Ce n'est même pas exact. Il n'y a plus de trous à faire. Il n'y a plus de ceinture. Le cuir est à peu près introuvable.

On s'abuserait toutefois si l'on s'imaginait ce pays organisé, discipliné, agencé à l'instar des meilleurs Etats européens. On a trop emprunté pendant des siècles à la Chine pour que les chinoïseries en aient disparu. De fait, il est écrasé littéralement sous une administration pléthorique, tatilonne, compliquée et paperassière qui lance ses tentacules dans toutes les directions. A chaque difficulté nouvelle, on crée de nouveaux bureaux. Et quand il y en a décidément trop, le gouvernement s'irrite de leurs lenteurs et de leurs piétinements et en supprime bon nombre d'un trait de plume. Mais autant couper la tête à l'Hydre. Les sacrifiés renaissent bientôt sous une autre forme et avec d'autres attributions. L'arbre est vigoureux; ce n'est pas en l'amputant de temps à autre de quelques branches qu'on arrêtera son élan. Cette floraison bureaucratique, à laquelle la législation de guerre a encore donné un regain de vigueur, complique et alourdit la marche des affaires. Dernièrement, on nous indiquait les formalités à remplir pour libérer quelques caisses de matériel de bureau américain bloquées dans quelque port japonais. De quoi faire pâlir un bénédictin. Encore chacune d'entre elles constitue un obstacle à vaincre, et il n'est pas sûr qu'on le franchira. Car tout bureau veut avoir son mot à dire et savoure l'occasion de vous révéler sa puissance. Tout rond-de-cuir est extrêmement jaloux de ses pouvoirs, même s'ils sont ridiculement petits. C'est même souvent avec les plus obscurs qu'il faut compter pour obtenir quelque chose. C'est ce qui fait que des instructions gouvernementales données au départ avec toute la précision dont est capable une langue qui ne se prêterait guère à la traduction du «Discours de la Méthode» se déforment au fur et à mesure qu'elles cheminent d'un barrage à l'autre, pour arriver fréquemment à peu près méconnaissables à l'arrivée. On ne pourrait s'expliquer autrement le fait que des instructions de Tokio attendent des semaines, quand ce n'est pas des mois, leur exécution dans la province. Dans une affaire importante, je n'arrivais pas à surmonter les résistances du gouvernement de la Corée, alors que j'avais tout réglé et aplani avec le Ministère des Affaires étrangères. Sur mes représentations, un Ambassadeur du Gaimusho me lut, tout contrit, en me les traduisant, les instructions qu'il avait lui-même rédigées à l'usage des bureaux de Séoul. Elles étaient claires; n'empêche que Séoul n'était pas de l'avis de Tokio et qu'il fallut une pluie de télégrammes pour sortir de l'impasse.

Rien d'étonnant si les règlements édictés par l'autorité centrale varient d'une Préfecture à l'autre. Il y a un amour-propre préfectoral et il ne se laisse pas toujours intimider par les injonctions «des messieurs de Tokio». Souvent les ordres de la capitale sont arbitrairement appliqués et, lorsqu'on s'en plaint, il n'est pas rare que les bureaux gouvernementaux vous renvoient piteusement à l'autorité locale toute puissante. Comme j'exprimais des critiques très fondées à propos de certaine décision de la Préfecture de Kanagawa, mon interlocuteur au Gaimusho me dit, trop conscient de son impuissance: «Si vous vous entendiez directement avec le chef du bureau des affaires étrangères de Yokohama? Il est gentil; vous arriveriez à le persuader!...» Les préfectures, comme me disait un de nos vieux résidents, sont de petits royaumes; elles veulent commander chez elles. Le camionneur qui voudrait transporter d'urgence des vivres d'une préfecture à l'autre en empruntant peut-être le territoire de deux ou trois autres s'en rendrait compte immédiatement. Obtenir tous les permis nécessaires pour passer d'une préfecture à l'autre par la route serait un tour de force. Il n'y a que le chemin de fer qui arrange tout, car celui-là on ne l'arrêtera pas avec des papiers. Encore faut-il que notre camionneur trouve le moyen d'expédier à une station. La Préfecture se retrouvera devant lui, toute puissante. Que, dans ces conditions, une région du Japon regorge de légumes, alors qu'une autre souffre de la disette, on ne le comprend que trop. «Question de distribution», me disait mélancoliquement, il n'y a pas longtemps, un ancien président du Conseil. C'est exact, mais en un sens seulement, car il s'agit moins d'un problème de distribution que d'un problème d'organisation générale. Gardons-nous de confondre l'effet avec la cause. C'est peut-être pour remédier à cet état de choses que le Général Tojo vient de nommer toute une série d'anciens Ministres d'Etat comme gouverneurs de province. Ils auront plus d'autorité. On se

demande comment fonctionne l'armée japonaise. Mais là personne ne pénètre et nul ne sait rien. Les attachés militaires des pays alliés encore moins que d'autres. L'armée est un monde rigoureusement clos qui ne livre aucun de ses secrets.

Si les règlements sont touffus, filandreux et tyranniques à souhait, si, d'autre part, la bureaucratie se montre à la fois indolente et envahissante – une pieuvre fatiguée – le Japonais, tout patriote qu'il soit – on est au pays des contradictions! – réagit à sa manière. Ce qu'a de trop rigide à son gré la législation, il se charge déjà de l'assouplir... en la tournant tant qu'il peut. A cet égard, la moralité publique n'a rien d'édifiant, mais de mauvaises langues vous assurent qu'il en a toujours été ainsi au pays de Yamato. Il n'est pas jusqu'aux fonctionnaires qui ne se gênent pas de se mettre à l'aise dans le corset des règlements. L'un d'entre eux n'a-t-il pas mis, sous nos yeux, un scellé personnel sur un appareil de radio américain pour se l'approprier gentiment?

Mais ce qui est le plus effarant, c'est la facilité avec laquelle le Japonais se met en état de rébellion contre les lois. Il suffit que la police ferme les yeux ou n'intervienne que mollement et il se croit tout permis. On pourrait citer des cas inouïs pour nos conceptions européennes. En voici quelques-uns, et je ne rapporte pas ce que j'ai appris; je dis ce que j'ai vu.

En quête d'un immeuble pour la Légation, j'entre en contact avec le Prince Oyama, qui a une propriété à louer. Il m'apprend qu'elle est à ma disposition si je veux bien renoncer aux maisons d'habitation des domestiques. «Ces maisons, me dit-il, ont été occupées par des Japonais, de pauvres diables, et, bien que ne payant pas un sou de loyer, ils refusent de s'en aller. Moi, je n'ai pas les moyens de les expulser de ma propriété. Si vous êtes plus influent que moi, essayez!» L'entretien en resta là. Et il s'agit du fils du Maréchal Oyama, le vainqueur des Russes à Moukden! A court de bureaux pour ma nombreuse Division des intérêts étrangers, je m'apprêtais à jeter mon dévolu, d'accord avec les Autorités, sur l'ancienne Légation de Cuba. Je n'arrive même pas à voir l'intérieur de la maison. Un ancien chauffeur de la Légation de Cuba, qui invoque une créance des plus discutables contre le gouvernement cubain, a tout simplement séquestré de lui-même l'immeuble à son profit. Impossible de l'en faire déguerpir. Les Autorités sont impuissantes. Un fonctionnaire du Gaimusho me demande naïvement: «Si, en Suisse, vous vous trouviez devant pareille situation, comment feriez-vous pour en sortir?» Toujours dans le même ordre d'idées, une Japonaise, une voisine, qui connaît nos difficultés de bureaux, m'offre sa propre maison, à condition que j'obtienne pour elle l'évacuation d'une autre demeure occupée illicitement par la maîtresse de son ex-mari. Rien de plus facile. L'autorité compétente me prêtera son appui. Elle m'apprend toutefois, quelques jours plus tard, qu'elle ne peut rien faire. Le fonctionnaire qu'elle avait dépêché dans la dite maison avait été reçu comme chien dans un concert d'abonnement par le nouvel amant de la maîtresse. Il s'agissait évidemment d'un personnage... On préféra le laisser tranquille.

Autre cas. Un fabricant de produits chimiques fait monter, le long des voies ferrées, de grands châssis de bois avec, au beau milieu, un immense cœur qui renferme les armoiries fédérales. C'est une violation manifeste des conventions internationales. Le Ministère des Affaires étrangères ne dit pas le contraire; il a même dépêché à Osaka un fonctionnaire pour supplier l'intéressé de ne pas se servir de nos armoiries comme marque de fabrique. Rien à faire. Le délinquant refuse d'obtempérer et, comme je représente au Gouvernement japonais qu'il est lui-même responsable de la violation d'une convention librement signée par le Japon, on me renvoie à un bureau tout puissant des Brevets. Comme celui-ci avait pris sur lui d'autoriser l'utilisation commerciale de ce cœur fédéral, il n'entend pas perdre la face et, depuis plus d'une année, je suis en procès avec lui. Le Gaimusho fait secrètement des vœux pour que je gagne, mais c'est tout ce qu'il peut faire.

Actuellement, plus de soixante-dix Japonais se sont incrustés dans les bâtiments-annexes de l'Ambassade Britannique et de la Légation du Canada. Depuis plus d'un an, ils vivent «chez nous» sans payer un yen de loyer. Je fais tout ce que je peux pour me débarrasser de ces intrus. Il s'agit d'une violation manifeste de la loi japonaise sur les loyers. Ce n'est pas ce qui émeut beaucoup les Autorités. La loi, la loi, on l'invoque quand ça sert à quelque chose!... Un chauffeur qui craignait de ne pas recevoir toutes les gratifications auxquelles il croyait avoir droit de la part de son maître avait subtilisé, de connivence avec la police, le magnéto de l'automobile confiée à ses soins, et, armé de ce gage, il avait commencé à faire ses conditions. Comme il s'agissait du Ministre d'un Etat

en rupture dont les intérêts sont représentés par la Suisse, j'ai eu à m'occuper de l'affaire. C'est au prix d'infinies difficultés que je suis parvenu à faire comprendre aux Autorités que, dans un Etat policé, nul n'a le droit de se faire justice soi-même. L'affaire devenait un peu gênante. On m'a cédé en croyant faire un geste royal à mon égard. Un de nos compatriotes est venu me trouver un jour pour me prévenir que, s'il était incarcéré – et il le fut! – ce ne serait point de sa faute. Tous ses fournisseurs violaient les lois et règlements et il en devenait fatalement le complice. «Si je ne leur cède pas, ajoutait-il, je n'ai plus qu'à fermer mon commerce...»

Si intense est l'épidémie des infractions aux prescriptions légales et, notamment, aux règlements sur les prix que le Ministère de la Justice, ainsi que je vous l'ai rapporté précédemment, a entrepris une véritable tournée de conférences dans le pays pour amener les féaux sujets de l'Empire à se montrer plus respectueux des lois. C'est agiter de l'eau dans un verre; l'eau reprendra bien vite son niveau. Si vous voulez y mettre le prix, mais le vrai prix, vous trouverez encore de quoi vous nourrir sur votre table ou même désaltérer convenablement vos hôtes. Avec une centaine de yen, on arrivera, vous dit votre maître d'hôtel, à vous trouver une bouteille de n'importe quoi. Mais sans garantie pour la qualité. De fait, le «marché noir» a été durant des mois extrêmement prospère. Il commence aujourd'hui à donner des signes certains de lassitude. C'est que les stocks s'épuisent. Le vermouth italien finira par devenir aussi rare et, par conséquent, aussi cher que du radium.

Quant au pays dans son ensemble, il est calme; il est surtout triste. Les privations, les épreuves de toutes sortes, la pénurie ou l'absence des articles de première nécessité, la misère ont fait et font encore leur œuvre. Qui n'aurait connu le Japon d'autrefois s'apercevrait à peine que le pays est en guerre. Son impression serait tout simplement d'être dans un pays pauvre qui, à certains vestiges, montre qu'il aurait souhaité être riche. On a beau s'infliger, à journées faites de dures privations, les bâtiments des grandes banques, eux, restent, témoins à la fois éloquents et ironiques des prospérités passées. Le contraste n'est pas moins frappant avec ces boutiques et ces magasins dont le dénuement crie sur la rue. Le pays est un peu dans l'état où il serait s'il avait été pillé par des hordes de Mongols difficiles. Ce que vous désiriez manque toujours. «Arimasen!» (il n'y en a plus) est le mot le plus usité dans ce Japon 1943. Et toute cette déchéance après une année et demie de guerre avec l'Amérique! Mais les connaisseurs prétendent que le phénomène n'a rien que de très naturel si l'on se souvient que, peu après l'«incident de Chine», c'est-à-dire depuis 1937, le Japon a fermé ses frontières à tous les produits qui n'étaient pas destinés directement à la guerre. Lors des hostilités sur le Pacifique, ses réserves se trouvaient épuisées, hormis, bien entendu, celles de l'armée et de la flotte. Une méchante paire de bottines à boutons allait bientôt devenir un article de grand luxe.

Pris entre l'armée qu'ils vénèrent et la police qu'ils tolèrent, les Japonais s'accommodent tant bien que mal d'un état d'indigence qui, s'il n'est pas nouveau en soi, dépasse quand même ce qu'on pouvait attendre de leur résignation. On s'habitue à tout, sauf à un fardeau de plus en plus lourd qui vous laboure les épaules. Les forces morales et physiques ont des limites. Des millions de braves patriotes attendent ainsi avec une secrète impatience la fin de leurs maux. Quand le cauchemar prendra-t-il fin? La tuberculose fait des ravages. On dit que plus de 50% de la population est atteint. Quelle sera la proportion après ces années de sous-alimentation? On se livre beaucoup maintenant, à l'usine comme au bureau et à l'école, à des exercices de plein air. Mais cela suffira-t-il pour enrayer le mal quand le corps est débilité par le manque de nourriture? Ils sont passés, les temps où mon interprète se glissait chaque jour à pas feutrés dans mon bureau pour déposer sur ma table de travail un bulletin sensationnel de victoire. Depuis longtemps, ses bulletins ne viennent plus et il a pris l'habitude de ne plus parler de guerre, sauf à m'en parler quand même en m'entretenant des difficultés économiques du peuple où il vit. Fermez les portes; la guerre rentre par les fenêtres.

Le Japonais moyen constate que, malgré les pertes énormes que les communiqués officiels attribuent inlassablement à l'ennemi, l'offensive est bel et bien arrêtée, et, à ses yeux, cet arrêt inattendu est douloureusement significatif. On lui avait promis la conquête de l'Australie, l'invasion de l'Inde et l'effondrement des Soviétiques, qui aurait permis quelques ajustements territoriaux peu coûteux sur les confins du Mandchoukouo; on lui avait promis surtout les richesses des régions du Sud. Ne devait-il pas recevoir à discrétion riz, sucre, bétail, charbon, graisses, huiles comestibles,

cotonnades, tissus de laine, chaussures avec cuir pour les ressemelages et bien d'autres choses? Or, il n'a rien vu venir. Cet hiver, il a eu froid et faim. Encore lui demande-t-on maintenant de réduire son humble train de vie, de manière qu'il puisse consacrer quelques yen de plus à l'achat de bons nationaux! Et ses enfants vont à l'école en loques, ses filles n'ont plus de bas et sa femme n'ose même plus porter le vieux chapeau qui lui reste, qualifié de luxe inutile par la police. Plus de soie non plus pour un kimono convenable. Le Japon n'a plus de soie. Les magasins qui en détiennent encore quelques stocks ont reçu l'ordre de ne plus en céder, même contre des coupons restants de rationnement. Les métiers à tisser sont arrêtés et les mûriers, remplacés par des carottes ou des pommes de terre. Le vide entre avec la ruine dans les échoppes autrefois prospères et seuls les marchands de primeurs, de riz et de poissons ont le plaisir très relatif de voir s'allonger, des heures durant, de longues queues de femmes soucieuses devant leur boutique de planches.

L'illusionnisme ne perd toutefois jamais ses droits. Quelle ne fut pas tout dernièrement l'heureuse stupéfaction des citadins de la capitale d'apprendre par le «Nippon Times» que le Japon ne manquait de rien, alors que les Américains, eux, étaient en proie à la disette! A l'appui de sa démonstration, qui eut un vif succès dans les milieux diplomatiques, cet excellent journal publiait une photographie datant de plusieurs années qui vous montrait une charcuterie – la charcuterie allemande Lohmeier – où pendaient voluptueusement jambons de Prague et saucisses d'Arles que dispensaient avec force sourires d'accortes Japonaises en tablier de neige. Le ridicule est chose heureusement inconnue en ces parages. Il n'y a que ces suspects d'étrangers pour rire sous cape... Ils vivent sous une corne d'abondance et ne le voient pas. Il sied de relever à la décharge du «Nippon Times» qu'il est expédié dans les régions occupées. Il lui était donc bien permis de faire passer les pilules amères de la réalité dans du papier argenté. Quel mal cela peut-il faire aux Philippines ou aux Malais?

Mais si la misère crève les yeux, cela n'empêche nullement les porte-parole officiels de prétendre *urbi et orbi* que la situation n'a jamais été aussi bonne. Sans doute, on demande continuellement de nouveaux sacrifices au peuple japonais, mais ne les accepte-t-il pas allègrement? Ne sait-il pas que le Japon est en voie de réaliser des projets qu'il n'aurait même pas osé rêver il y a quelques années? Qu'est-ce que l'effort supplémentaire qu'on demande à «cent millions» de Japonais, comparé au bénéfice qu'on va retirer d'un Empire qui va commander jusqu'à la consommation des siècles, à un «milliard» d'Asiatiques? La victoire est d'ailleurs déjà acquise. Le «nouvel ordre» est créé. «Cela, est fait; on ne nous l'enlèvera plus!», me disait, l'autre jour, un directeur du Gaimusho. Il ne reste plus, pour le repos de l'Empereur – c'est ainsi que s'exprime le Général Tojo – qu'à écraser les Etats-Unis et l'Angleterre avec l'aide de l'Allemagne et de l'Italie. L'opération pourra prendre encore quelque temps, on le concède, même plus de temps qu'on avait pensé au début. Pouvait-on s'attendre raisonnablement à Tokio, en décembre 1941, à des déceptions comme celle de Stalingrad et celle de Tunisie? Mais la terre des dieux viendra finalement à bout des «barbares» (sic) qui avaient réduit en esclavage des centaines de millions de Chinois et d'autres frères asiatiques. La guerre continue et, comme vient de le déclarer M. Hori, l'adjutant de mon ami l'ambassadeur Amau, grand chef de l'information, les Etats-Unis ploient déjà les genoux. Le Japon va bientôt parvenir à ses fins: la libération de l'Asie du joug des blancs!

On devine ce que le Japon entend par libération. C'est la libération de l'influence étrangère, à l'exclusion, bien entendu, de la sienne. Mais la sienne ne sera plus une «influence»; ce sera une «domination». M. Tetsuichiro Miyake, un diplomate qui fut jadis à Berne, commence une étude sur la politique japonaise dans le Sud par les mots: «Prior to the establishment of Japanese supremacy in the sphere of greater Asia...». Il suffit de relire les traités imposés à Nankin pour savoir de quoi il s'agit; il suffit surtout de voir ce qu'est devenu dans la réalité la promesse d'indépendance faite au Mandchoukouo. En attendant, le Japon continue placidement à jouer son rôle de «libérateur». Ne vient-il pas de renoncer à grand fracas à ses droits sur la concession internationale de Shanghai? ¹⁰ Pour souligner ce geste de haute magnanimité, M. Tani, le nouvel Ambassadeur du Japon à Nankin, n'est-il pas rentré tout exprès à Tokio aux fins d'annoncer au peuple japonais que la concession du Yang-Tsé allait passer incontinent sous le contrôle de Wang-Ching-Wei? Donner

10. Cf. *ci-dessus*, Nos 320 et 324.

le bien et le travail d'autrui ne coûte rien, mais il faut reconnaître que, pour le Japon, c'était un excellent moyen de se trouver une bonne fois seul avec ses amis chinois. Le dompteur ne veut plus de badauds autour de lui. Il est dans la cage, lui; et il compte bien ne jamais en sortir. A l'en croire d'ailleurs, les Chinois ne se tiennent plus de joie. Les voilà débarrassés à tout jamais de la tyrannie blanche. Ils sont enfin indépendants.

Malheureusement pour le Japon, ceux qui ne se tiennent plus de joie sont une poignée de rusés Chinois de Nankin qui jouent un jeu extrêmement dangereux, mais qui le jouent. Quant aux autres, l'énorme masse qui se bat au prix de sacrifices inouïs contre l'envahisseur, on n'en parle pas. On sait seulement, à Tokio comme ailleurs, qu'elle existe. Sinon la grande armée japonaise de Chine serait depuis longtemps à Chungking.

Comme ce pays est pétri de contradictions, on ne s'étonne même plus de celles qui ont la force d'un coup de poing. Alors que les dirigeants de Tokio veulent à tout prix s'ériger en libérateurs, ils ne se comportent pas moins sous vos propres yeux en maîtres et seigneurs. Ils vous assentent, au cours d'une conversation, que l'Indochine n'a qu'à se plier aux volontés nippones, mais vous seriez plutôt fraîchement reçu si vous aviez le front d'insinuer avec force circonlocutions que le Japon fait de l'hégémonie. Jamais les mots n'ont moins plaqué sur les réalités. Le verbe n'a plus pour but d'exprimer sa pensée; il est fait pour la déguiser. Ce divorce flagrant entre la doctrine officielle et l'action directe met cependant assez souvent, comme il m'arrive de le constater, les gens de Tokio dans l'embarras. Mais on n'en est pas à une contradiction près. C'est ainsi qu'après m'avoir exposé tout ce qu'il allait entreprendre avec la plus cordiale collaboration des autorités locales, le chef de la propagande et de la culture nippones en Indochine me confiait qu'il cherchait une cuisinière japonaise pour sa maison d'Hanoi. «Prenez donc, lui dis-je, un cuisinier anamite». «Je voudrais bien, me répondit-il, mais là-bas, ils sont si nerveux...» Il y a de quoi.

Après avoir donné au Mandchoukouo son indépendance, le Japon se prépare à en faire autant en Birmanie et aux Philippines. Le geste est quand même un peu prompt, et on l'explique par le fait que les généraux japonais rencontreraient dans ces régions des difficultés sur lesquelles ils n'avaient pas suffisamment compté. Le Japon est occupé à tant d'endroits à la fois que, pour ne pas être débordé, il doit recourir à de hâtives concessions. C'est ce qu'on appelle en style d'historien: jeter des ancres. Si les peuples auxquels on les fait, ces promesses, les prennent à la lettre, ils vont peut-être se déclarer contents, mais s'ils savaient!... Cette indépendance, on la voit se dessiner sous ses yeux. Un pantin à la tête du pays et, derrière, un Ambassadeur japonais qui tire les ficelles avec de petits fonctionnaires un peu endormis dans tous les corridors et les bureaux de la présidence du Conseil. Le Japonais n'est pas imaginaire; ce qu'il a fait, il le refera. Jamais – il faut bien dire ce que l'on constate – l'hypocrisie n'a atteint de pareilles hauteurs en politique. Un Louis XI aurait trouvé ici ses maîtres. Il est impossible que deux Ministres japonais, après avoir relu ensemble une déclaration sur l'indépendance des peuples asiatiques, se regardent sans rire.

Il est cependant des pays du «nouvel ordre» qui s'obstinent encore à prendre les mots dans leur sens propre. Lorsque le Maréchal Phibon Songkhram apprit que le Général Tojo avait déclaré, devant la Diète réunie en juin en session extraordinaire, que la Thaïlande serait souveraine, il s'est empressé – et, diplomatiquement, c'était assez habile – d'adresser un télégramme chaleureux de remerciements au Premier japonais en prenant note avec émotion que son pays jouirait des bienfaits de l'indépendance. On n'en avait pourtant jamais douté. Le Japon n'avait-il pas déclaré à tout venant qu'il traitait d'égal à égal avec le Thai, lequel, brûlant comme lui d'un même idéal de justice et de paix, s'était rangé spontanément à ses côtés pour mettre l'Asie définitivement à l'abri de la honteuse exploitation anglo-saxonne? Le Maréchal Songkhram aurait-il fini par révoquer en doute la parole du Japon? Le Général Tojo ne le prit pas ainsi et, feignant de ne pas comprendre, il se hâta d'assurer derechef l'aimable maréchal de sa «sincérité» – mot qui revient constamment sur les lèvres des hommes d'Etat japonais – en réaffirmant que telles étaient bien les «vraies intentions» – encore une expression de grande consommation – de l'Empire du Japon. A lire entre les lignes, on ne pouvait se méprendre: le Thai n'est pas encore indépendant. Mais qui a pu prétendre qu'il ne le serait point? N'est-ce pas une question de temps et surtout de patience? En attendant, M. Tsubokami, Ambassadeur du Japon à Bangkok, agissant à la manière de l'Ambassadeur Général Umezu à Hsinking, entreprend des «voyages d'inspection» dans l'ancien royaume de Chulalong-

korn en édifiant le peu crédule Maréchal Phibun Songkhram sur les «vraies intentions» de Tokio.

Quant aux Philippins et aux Birmans, ils n'en sont pas encore là. Ils ne sont encore rien et devront tout à leur rude protecteur. Un faux pas de leur part et le maître leur apprendra qu'ils ne sont pas encore mûrs pour le genre d'indépendance qu'on leur réserve. Or une indépendance fictive vaut encore mieux qu'une sujétion sans rouge ni fard. C'est toujours un commencement de souveraineté. Mais il faudrait leur attribuer une dose peu commune de naïveté pour s'imaginer qu'ils nourrissent beaucoup d'illusions sur la manière dont le Japon va tenir sa promesse d'indépendance à leur égard. En juin, ils ont été invités à envoyer deux délégations au Japon pour prendre contact avec le pays d'où leur viendra désormais la lumière. Or le premier soin du gouvernement japonais a été de les inviter à se prosterner très solennellement, à l'instar de tout Japonais en visite dans la capitale, dans la direction du palais impérial. L'hommage était rendu à distance respectueuse comme il convient à ses sujets, et si bien rendu que l'armée des photographes de presse en a tiré d'excellents clichés largement répandus dans les journaux. Et l'on reproche aux Jeunes Japonais d'être trop chauvins! Encore une même prosternation devant le temple de l'Empereur Meiji – qui sera abondamment photographiée comme la précédente – et, cela fait, on pourra parler d'indépendance et surtout de la nécessité qui se fait sentir parmi les Philippins et les Birmans d'apprendre le japonais. On montrait récemment dans les journaux le Général Tojo, en tournée d'inspection aux Philippines, assistant lui-même à une leçon de japonais dans une école primaire de Manille. Admettons que les Philippins seront libres, mais il faudra bien qu'ils parlent la langue des samurais sous la direction d'instituteurs japonais.

Plus belle est la partie pour les «nationalistes» indous. Le Japon leur promet, à eux aussi, l'indépendance, mais, comme ses armées ne sont pas encore sorties de Birmanie et qu'elles ne tiennent, par conséquent, pas de gages palpables, on leur donne tout sans compter. Pour ce que cela coûte! En attendant, le Japon pousse de tous ses bras au char encore passablement embourbé de la «dissidence» indoue. Après avoir trouvé un Wang-Ching-Wei à Nankin, un Vargas à Manille, un Ba-Maw à Mandalay, il a découvert un M. Subhas Chandra Bose à Singapour ou aux environs. Quand on y met le prix, on trouve toujours des Quisling. M. Bose est en train d'organiser une armée de turbans sous les palmiers de Shonan. On dit même que le Général Tojo ira prochainement la passer en revue. Son mot d'ordre serait: «En route pour Delhi!» Autant dire: «En route pour la conquête du monde!» Car, une fois à Delhi, qui pourrait prétendre que le Japon s'arrêtera?

Devant l'énormité du projet, l'esprit recule. On n'arrive même pas à comprendre comment le Japonais peut froidement envisager de telles éventualités. Le monde n'aura jamais connu pareille soif de domination. Le Japon laisse derrière lui les plus grands conquérants. Il écrit, dans l'histoire de l'humanité, une page qui n'a jamais été écrite. Il le sait, et c'est bien pourquoi il s'efforce de faire une fois quelque chose qui n'a jamais été faite par d'autres. Son abondante littérature de guerre ne laisse aucun doute à cet égard.

En attendant la conquête de l'Australie et de l'Inde, le Japon s'installe dans les régions conquises. Il les inonde de ses hommes et de ses idées. C'est par milliers et milliers que les colons japonais vont dans le Sud. On y ouvre des maisons de commerce et des industries. Aux infiltrations d'antan succède une véritable invasion de civils de toutes les classes et de toutes les professions. Le seul facteur qui ralentit cette émigration massive, c'est la pénurie des bateaux. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de s'installer, il faut gagner les peuples d'Asie au génie japonais. Il faut s'emparer de leurs cerveaux comme de leurs terres. De fait, le Japon fait actuellement un énorme effort pour implanter sa propre culture avec sa «Weltanschauung». L'accent est mis surtout, pour le moment, sur la diffusion de la langue. L'Asie doit parler japonais. Le Japon n'a jamais pu apprendre une langue étrangère (ceux qui parlent anglais sont une infime minorité, qui, dans la masse, ne compte pas); c'est le moins que les pays conquis se mettent à l'étude de la sienne. On s'applique, à l'heure actuelle, à créer un japonais simplifié, de manière à faciliter sa propagation sans l'exposer, comme le déclarait un savant professeur, à s'encanailler au contact des idiomes indigènes. Il n'est pas question de parler «petit-nègre» dans «la plus grande Asie». On sait ce que la langue de Macaulay et de Byron a souffert des promiscuités asiatiques. Pareille expérience ne doit pas se renouveler avec la langue d'Amaterasu. L'ennui est que le japonais n'est guère une langue véhiculaire. C'est une langue primitive, presque insuffisante, qui n'a acquis certaine noblesse que par le raffinement des

tournures et l'emploi à la bonne place de certaines expressions. Elle est aussi difficile que vague. La précision est le cadet de ses soucis. Elle se prêterait plus au songe qu'aux réalités mathématiques ou commerciales. La Légation en sait quelque chose. A un télégramme reçu en japonais de Sumatra, j'avais répondu: «Incompréhensible. Prière de répéter.» Mon correspondant, un ancien Consul de Suisse, me répondit: «Regrette. Impossible de mieux m'exprimer.» Un général japonais, à qui je racontais cette mésaventure linguistique, en a ri aux éclats.

Il faut dire que les Japonais font tout ce qui dépend d'eux pour initier les populations conquises aux secrets de leur idiome. Les revues publiées à centaines de mille d'exemplaires à l'intention des régions du Sud contiennent des pages de vocabulaire avec les syllabaires de la kata-kana et de l'hira-gana (obtenus par la simplification de certains caractères chinois). Pour faciliter les relations télégraphiques entre Bangkok et Tokio, les PTT thaïlandais ont dû s'adapter techniquement de manière à pouvoir assurer la transmission directe des caractères nippons. L'Asie se japonise, mais on ne voit pas comment les Japonais pourraient faire autrement du moment qu'ils entendent créer de toutes pièces, selon leurs conceptions et leurs méthodes, un «nouvel ordre» appelé à faire le bonheur d'un milliard d'êtres humains. Une certaine unification doit leur apparaître comme le seul remède contre le chaos. Avec, bien entendu, l'occupation militaire.

On s'est moqué du «péril jaune» de Guillaume II. On s'en moque encore, puisque l'Allemagne et l'Italie – on pourrait presque dire: l'Italie surtout – applaudissent à grands cris aux progrès de l'emprise japonaise sur le continent asiatique. Hier encore, M. Stahmer, Ambassadeur d'Allemagne, décernait de hautes décorations à M. Shigemitsu, Ministre des Affaires étrangères, et à son prédécesseur, M. Tani, pour les récompenser de tout ce qu'ils font en vue d'étendre et de consolider la sphère de commune prospérité. Quant à l'Italie, la presse nipponne reproduit avec une fierté d'ailleurs bien légitime les dithyrambes que consacre la presse de Rome au génie incomparable du Yamato. Sans doute, la politique y est pour quelque chose, mais l'éloge, pour qu'il reste un éloge, ne devrait pas faire sourire. L'attaché militaire italien donna moins dans le dithyrambe lorsqu'il disait, l'autre jour, à des généraux nippons: «Vous avez des soldats d'une valeur absolument sans égal dans le monde». Je n'ai pas demandé au Général Kretschmer, l'attaché militaire allemand, ce qu'il en pensait, mais j'ai tout lieu de croire qu'il aurait dit quelque chose d'analogue en termes un peu différents.

Le Japonais est comme nous: il aime les compliments. Ceux dont il se voit gratifié, il les valorise, il en bat monnaie, il les monte en épingle, mais il n'en est pas dupe. Comme on dirait en style de boulevard, cela ne prend pas. Sa méfiance envers l'étranger est d'un ordre trop congénital pour qu'elle lui permette de se griser aux balancements de l'encensoir. Venant du blanc, la louange ferait pour un peu l'effet d'une tentative d'espionnage. Et sa méfiance instinctive est trop enracinée pour qu'elle n'ait pas tendance, à la faveur des présentes circonstances, à se développer. Un de nos compatriotes qui sait bien le japonais me disait qu'il était frappé de la fréquence de plus en plus grande, sur la rue, du mot «keto» (sauvage velu) dont on se sert pour désigner l'étranger. Ce n'est pas, ajoutait-il, la bombe américaine que je crains; ce que je crains c'est le Japonais. Son animosité sourde et latente envers l'étranger pourrait, en cas de catastrophe, se laisser entraîner à des extrêmes. Lors du tremblement de terre de 1923, les Coréens l'apprirent à leurs dépens.

Sans doute, il y a, parmi les étrangers, des Allemands, des Italiens, donc des «amis». Cet élément devrait protéger. Là-dessus on peut se montrer des plus sceptiques. Il faut, en effet, rendre cette justice au Japonais qu'il ne s'embarrasse guère de distinctions entre nationalités. D'aucuns se demandent même – et plus d'un l'affirme sans se le demander – si les Nippons ne sont pas encore un tantinet plus méfiants à l'égard des ressortissants de grandes puissances qu'un jour... En tout état de cause, tout étranger est étroitement surveillé. Quand il ne l'est pas par la police, il l'est par ses propres domestiques. Rassemblant un jour ses serviteurs, le Général Bagulesco, ex-Ministre de Roumanie à Tokio, les admonestait en ces termes (c'est lui-même qui me l'a relaté): «Vous êtes tous à la solde de la police; vous êtes à la mienne aussi. Je vous paye plus que la police. Alors, choisissez entre vos deux maîtres!...» C'était plus que naïf.

Où qu'il soit, où qu'il aille, l'étranger est toujours suspect, sauf dans les manifestations officielles ou peut-être sur les pelouses vides d'un terrain de golf éloigné de la mer et de tout objectif stratégique. La mer surtout peut le compromettre. C'est la raison pour laquelle il y a longtemps

qu'on n'y va plus. On la fuit comme un lieu mal famé. Se déplacer pour l'étranger devient une opération délicate. A moins de se rendre à un ou deux endroits «ouverts à l'étranger» et, par conséquent, bien surveillés, il risque en demandant un permis de voyage d'éveiller d'inutiles méfiances. Mieux vaut rester chez soi. Il faut, avec Xavier de Maistre, voyager autour de sa chambre. Si mon collègue danois avait lu cet auteur classique, il n'aurait pas eu l'idée, à vrai dire assez saugrenue, de faire, après le repas du soir, quelques pas autour de sa maison. A peine était-il sur le trottoir qu'il était accosté par un alguazil; quelques pas plus loin, il subit un nouvel interrogatoire. Il retomba une troisième fois comme par hasard sur un uniforme, après quoi le Ministre de Danemark fit réflexion qu'il aurait tout à gagner en fumant son cigare à domicile.

Autant que de surveiller l'étranger, il s'agit de l'isoler. Il importe donc de mettre autant que possible sinon un terme, du moins un frein aux fréquentations japonaises. Nombre d'autochtones ont reçu de la police l'ordre de ne plus hanter telle maison. Des épouses d'Ambassadeurs japonais ne peuvent plus prendre une tasse de thé dans certaine Ambassade sans permis spécial de la police, et il ne s'agit pas de l'Ambassade soviétique, interdite, de toute façon, à tous les Japonais. Un de mes collègues a violemment protesté parce que les policiers avaient fait défense à un membre de la Chambre des pairs de mettre les pieds chez lui. Le Japonais qui fréquente l'étranger est mal vu, mal noté. Aussi est-ce en rasant les murs que certains d'entre eux se dirigent vers une mission diplomatique, qu'il s'agisse de l'Ambassade d'Allemagne ou de la Légation d'Afghanistan. Plus d'un diplomate aura pu se dire ce que M^{me} de Staël écrivait dans sa fameuse lettre à Napoléon: «Les uns craignent de se compromettre en me voyant, les autres se croient des Romains en triomphant de cette crainte».

L'espionnage est devenu une hantise. La police voit des espions partout. Elle procède de temps à autre à des razzias parmi les étrangers. Elle en arrête un ou deux soupçonnés à tort et à travers de menées préjudiciables à la sûreté du pays et se met à interroger tous leurs amis et connaissances. L'enquête peut durer des mois. Il ne se passe guère de jour sans qu'un fait nouveau vous démontre à quel point les Japonais s'entretiennent dans l'idée que l'allogène est un élément suspect ou dangereux. Le procès du journaliste allemand Sorge inculpé d'espionnage a permis à la police de bons coups de filet dans la colonie allemande de Tokio et Yokohama. La plupart en réchappent – le contraire se saurait – mais les Fouché de la «secrète» peuvent jeter à l'envi la sonde dans les états d'esprit. Il en reste toujours quelque chose. Surtout quelque chose de très factice. Des Suisses qui furent interrogés dans des conditions analogues se virent poser des questions d'une naïveté désarmante. On leur demanda: «A votre avis, le Japon va-t-il gagner la guerre? Si oui, dites-nous pourquoi.» On devine les réponses. Le benêt qui aurait fait part honnêtement de quelques doutes à ses interlocuteurs se serait mis dans de beaux draps! Mais le policier japonais n'a pas l'air de se rendre compte de l'ineptie de telles enquêtes. Témoin celui qui désirait apprendre subrepticement de l'un ou l'autre de nos employés si nous savions ce que les Etats-Unis disaient de la mort de l'Amiral Yamamoto. Comme si nous étions informés et, si l'étant, nous n'aurions rien trouvé de plus pressé que de satisfaire la curiosité de cet obscur Javert! Que les Japonais soient intrigués par la mort de cet amiral qui surprend le Japon des semaines, voire des mois après qu'elle s'est produite, on le conçoit sans peine. Mais pourquoi créer et entretenir à ce point le mystère? Les Anglais n'ont pas caché que l'Amiral Nelson était tombé à Trafalgar. On sait même qu'il est mort sur le «Victory». Mais, pour un Japonais, des renseignements de ce genre, pourraient profiter à l'ennemi. Même dans cent ans. Le résultat en est que, maintenant, on chuchote... On chuchote que l'Amiral Yamamoto se serait donné la mort par «harakiri» après quelque bataille dans les Salomon. On dit... Personne ne saura jamais rien de précis. Secret d'Etat. Les Japonais raffoleraient d'histoires comme celles du Masque de fer.

Qu'à certains égards, les gens de l'Axe soient mieux traités que les autres étrangers, cela n'est pas douteux. Le Général Tojo m'en a fait lui-même l'aveu. Mais, à part certaines facilités de déplacement, ces discriminations en leur faveur n'auraient pas du tout l'importance que les esprits mal informés sont trop prompts à leur accorder. La discrimination ne procède pas toujours de facteurs politiques bien définis. Le Japonais, qui ne s'est jamais beaucoup pénétré du principe d'égalité issu de la Révolution française, «discrimine» souvent au petit bonheur, en tenant compte d'éléments qui relèvent moins de critères objectifs que de sympathies personnelles. Ce point doit être relevé à

sa décharge. Il est plus arbitraire que partial. Il s'entourera souvent de distinctions subtiles dont la raison échappe souvent au pragmatisme logique de l'Européen. Sans être à même de rapporter des preuves, j'incline à penser que j'aurais pu parfois obtenir davantage pour nos intérêts si mon Gouvernement n'avait pas eu l'idée de me confier la protection des intérêts américains et britanniques. Quelle mission aux yeux des Japonais! C'est presque faire cause commune avec l'ennemi. Ce n'est pas pour rien que de hauts fonctionnaires du Gaimusho me disent que ma tâche est bien ingrate. Ils voudraient me voir revenir à mon activité d'antan. Comme si j'étais libre de décider!

Cette imprévisible et décevante élasticité de traitement, les représentants de l'Axe la supportent tant bien que mal, eux qui seraient tout naturellement portés à admettre que rien ne saurait leur être refusé. Mais on leur refuse comme à d'autres, et ils en souffrent plus que nous. Leur amour-propre est autrement atteint. Pour illustrer d'un exemple le mécontentement diffus que provoquent les dispensations de la manne du privilège, il me sera permis de relever que, de l'avis de l'Ambassadeur d'Italie, ma table serait nettement favorisée par rapport à la sienne. «Ce n'est pas seulement mon opinion, me confessait mon ami Indelli, c'est celle aussi de mes collaborateurs. Notez bien, s'empressait-il d'ajouter, que je ne réclame pas; je constate simplement. Que voulez-vous, la Suisse, c'est la Suisse, et, nous autres, nous ne sommes pas la Suisse...» J'ignore sur quelles bases mon collègue italien faisait ses comparaisons. Bases sans doute inexactes. Mais le fait prouve que, malgré certains avantages concrets (permis de libre circulation, par exemple), les représentants diplomatiques de l'Axe n'ont nullement l'impression que les Japonais se mettent en quatre pour leur plaire. Lorsque le Général Ott fut remplacé par Berlin et que l'arrivée de son successeur le mettait littéralement sur la rue, ce n'est pas chez les nombreux généraux qu'il avait fréquentés qu'il attendait un logis provisoire; c'est au Ministre de Suisse qu'il s'adressait pour l'aider à sortir de difficultés, et, pour finir, c'est l'Ambassadeur de Turquie qui lui offrit l'hospitalité dans une maison disponible. Pas les Japonais. On citerait d'autres cas.

Ce sentiment de déception qu'on rencontre très souvent chez les alliés du Japon est fondé. Les faits sont là, mais ces faits correspondent à des réalités profondes. Le Japonais, qu'il le veuille ou non, est foncièrement xénophobe. Il pourra être courtois, mais sa courtoisie aura toujours quelque chose de commande. Elle s'accompagnera de résistance, et cette résistance est comme un flux magnétique qui passe à travers toute l'histoire, ancienne ou contemporaine, du Japon. Ce pays ne s'est pas fermé pour rien pendant plus de deux siècles à l'étranger. Lorsqu'en 1637, le bakufu ordonna la destruction de tous les navires de haute mer pour que le Japonais s'enferme chez lui et ne voie plus d'étrangers, même au-dehors, il obéissait déjà à l'esprit de la race. Cet esprit n'est pas mort.

Le Japonais est fier et il est messianique. Il ne souffre pas les supériorités des autres. Il n'a pas encore pardonné à la Chine de lui avoir donné l'écriture, comme il ne nous pardonne pas de lui avoir donné mille autres choses, depuis le croiseur de bataille jusqu'à la bicyclette en passant par la musique à bouche et le couteau de poche («naifu» en japonais; de l'anglais «knife»). Il n'a pas pardonné aux Coréens de lui avoir appris à lire les classiques chinois et à faire de la porcelaine; il leur a fait payer cher cette erreur ou plutôt ce mauvais goût. Il est opiniâtre, il est travailleur, il est dur à la fatigue, mais le zèle à copier, à imiter ne remplace pas tout. Il faudrait être créateur. Il ne l'est guère, mais il veut l'être. Et, dans son orgueil, il n'admet pas qu'il ne le soit pas. D'où son ire pour le génie blanc. Le Japonais – toujours la contradiction; on bute sur elle à chaque pas – se battra pour avoir un article étranger; quand il a le choix, il ne veut pas du sien. Il est, il le sait, sauf en art, le pays du mal fini, de l'à-peu-près, de la camelote. N'empêche que les pages d'annonces de ses journaux sont remplies de son génie créateur. A tout instant, on lit: «The best in the world – Made in Japan!» Les Japonais savent bien ce que cela veut dire; ils n'y croient pas, mais cela leur fait quand même plaisir de le lire. Il n'y a pas si longtemps qu'un journal m'apprenait qu'une fabrique japonaise fabriquait les meilleures montres du monde. C'est inoffensif, car, pour le Japonais, la seule montre qui marche est la montre suisse. Suisse, ici, veut dire qui marche bien.

Concluons. Le Japon a pris sur lui l'écrasante responsabilité d'une guerre qui a commencé il y a plus de dix ans et dont les hostilités sur le Pacifique ne sont que l'inéluctable corollaire. Cette guerre peut le conduire à la gloire ou à la ruine. Elle court pour le moment sur des «sommets vertigineux». Mais il ne s'agit pas de savoir si elle est périlleuse; elle «devait» se faire. On n'arrête pas

le déroulement de la fatalité. Elle n'est pas, en effet, le résultat d'un hasard ou d'un concours de circonstances; elle est la conséquence d'un état d'âme.

Le Japonais a la conviction d'appartenir à une race, non pas même «élue», mais divine. Et ce qui est divin est conquérant. Sa mission est de dominer l'Asie et d'en régler les destinées. «L'Asie aux Asiatiques» est un slogan de propagande; «l'Asie aux Japonais» est la pensée profonde et dynamique de ce Japon créé, selon la version officielle, depuis 2603 ans. Le Japonais doit être seul maître en son continent. L'homme blanc, son rival, doit donc en disparaître. C'est le principal adversaire, c'est même le seul. Les Chinois, Siamois, Philippins, Indonésiens, Malais ou Indous, races inférieures ou déchues, ne comptent pas. La Chine résiste encore et toujours, mais seulement grâce à l'aide des blancs. Les blancs battus, Chungking et ses hordes auront vécu. Avec l'Allemagne et l'Italie, il sera toujours facile de s'arranger. Ils ne sont pas en Asie; il n'y seront plus.

On reproche au Japonais de nourrir secrètement le dessein d'exploiter l'Asie à son seul profit. Le reproche peut être fondé à certains égards, mais il est trop absolu. Les professions de foi japonaises ne sont pas toutes faussement altruistes. Elles peuvent être sincères. Où elles ne le sont pas, c'est quand le Japon prétend construire un ordre nouveau sur la base de patries asiatiques indépendantes. Inconciliable est l'impérialisme nippon avec toute idée d'indépendance. Les traités de base conclus avec le Mandchoukouo et la Chine de Nankin suffiraient à crever les yeux au plus candide de tous les Candides.

On ne marie pas l'eau et le feu mais on peut fort bien marier l'hégémonie japonaise avec le souci de faire à tout prix le bonheur des peuples asiatiques, même contre leur gré. Que des Japonais soient persuadés de la noblesse de leurs intentions, de leurs «true intentions» – comme ils disent – il serait difficile d'en douter. C'est d'ailleurs ce sentiment qui fait tout le drame asiatique. Quand les intentions n'en sont qu'au stade mercantile, on peut encore escompter des arrangements, mais quand elles brûlent du feu de l'apostolat, il n'est plus possible de trouver d'issue ailleurs que dans une guerre sans merci.

Certes, on ne parierait pas gros que cette pureté d'intentions existe dans les méninges de tout général japonais. Mais toute doctrine a ses hérétiques, et ce n'est pas l'hérésie qui fait la doctrine. Rien ne prouve, pour le moment du moins, que le Japon ne s'inspire pas de mobiles étrangers à toute idée d'exploitation à outrance. Sans doute, il ne se dévoue pas pour rien. Il devra être récompensé de ses énormes sacrifices, en sang surtout. Mais le fait qu'il retire d'incalculables bénéfices de la création de sa «sphère de commune prospérité» n'a, encore une fois, rien d'incompatible avec l'idée que les peuples asiatiques tireront, eux aussi, tout profit d'une collaboration dans le cadre de la suprématie nipponne. De ce profit, les hommes d'Etat japonais sont persuadés. Il est impossible de démontrer qu'ils ont tort. On ne prouve pas l'avenir.

Reste à savoir si les membres obligés du «nouvel ordre» poseront la question comme on la pose à Tokio. L'histoire enseigne qu'il y a eu et qu'il y aura encore, par conséquent, des peuples qui préféreront les misères de la liberté au joug le plus enrubanné. On ne connaît même pas de peuple qui ait désavoué les martyrs de son indépendance. La liberté est un bien sacré, le plus sacré. Il y a même bien des chances pour que cette idée soit profondément enracinée dans un peuple comme le peuple chinois malgré l'enseignement contraire, du moins en apparence, de tous les Wang-Ching-Wei.

De cette irrésistible aspiration humaine, les Japonais ne tiennent pas compte ou n'en tiennent compte que dans une mesure nettement insuffisante. On a beau subjugué la Mandchourie et la déclarer libre du même coup; il arrivera toujours un temps où le mot ne parviendra plus à remplacer la chose qu'il ne fait qu'exprimer. On ne peut pas, à la longue, faire du plein avec du vide. Il y a donc tout lieu de s'attendre que, même guerre gagnée, le Japon irait au-devant d'écrasantes difficultés pour imposer sa formule de collaboration dirigée dans un continent immense où tout esprit d'indépendance n'a pas disparu et où le mythe de la supériorité japonaise est loin d'être universellement accepté. Il suffit de s'entretenir cinq minutes avec un Chinois – et de Nankin! – pour s'en convaincre.

Mais inutile d'empiéter sur l'avenir. Présentement, le Japon fait des efforts désespérés pour parvenir à ses fins, fins grandioses, s'il en est. Le fardeau de la guerre pèse très lourdement sur son peuple. Au fur et à mesure que les hostilités se prolongent, les sacrifices avoués ou cachés deviennent plus accablants. Tout a des limites et la fatigue se fait sentir. Les nerfs sont tendus à l'extrême,

1198

18 JUIN 1943

alors que le Japon n'a pas même encore connu les horreurs d'un bombardement à grande échelle. Les listes de morts s'allongent et l'on ne voit pas la fin de l'holocauste.

Or le pire menace toujours à l'horizon. Presque à portée de la main. Il suffirait que l'Axe s'effondrât en Europe pour qu'en Asie, tout fût consommé. Il est matériellement impossible que, réduit à lui-même, le Japon gagne sa guerre. C'est à ce titre, mais à ce titre seulement, qu'on peut parler avec le Président Roosevelt d'une défaite «mathématique». Tout l'espoir du Japon, espoir bien entendu inavoué, est dans l'Allemagne. Si le régime hitlérien s'écroulait sous la poussée anglo-saxonne et soviétique, le Japon finirait par succomber, exsangue, épuisé.

Si, par contre, c'est l'Allemagne qui devait arracher la victoire à ses adversaires, il aurait des chances de l'emporter finalement en Chine et de pouvoir enfin organiser sa «sphère de commune prospérité». Mais au milieu d'extrêmes difficultés. Un autre genre de guerre commencerait avec le continent conquis. Guerre moins facile et plus longue que l'autre. Guerre sourde, guerre d'usure contre des centaines de millions d'individus hostiles à la domination étrangère. Guerre d'indépendance.

L'avenir est sombre pour le Japon. En attendant, j'entends des clameurs forcenées qui viennent mourir dans mon bureau. C'est la jeunesse japonaise qui se prépare à entrer dans la carrière quand les aînés n'y seront plus.